Vie chère au Burundi : Les syndicats menacent de recourir à d’autres voies légales

@rib News, 04/04/2012 â€“ Source XinhuaLes organisations syndicales et de la sociÃ©tÃ© civile burundaises menacent de recourir Ã dâ€™autres voies lÃ©gales en vue de mesures de la part du gouvernement contre la vie chÃ¨re, si celui-ci ne trouve pas de solution dans un dÃ©lai de deux semaines, a dÃ©clarÃ© mercredi le prÃ©sident de lâ€™OLUCOME, Gabriel Rufyiri.Cet ultimatum est contenu dans une lettre adressÃ©e lundi au prÃ©sident Pierre Nkurunziza.
Â«Â Au cas oÃ¹ nos prÃ©occupations ne seraient pas entendus dâ€™ici deux semaines, les confÃ©dÃ©rations syndicales, coll et autres organisations de la sociÃ©tÃ© civile engagÃ©s dans la campagne contre la vie chÃ¨re, seraient obligÃ©s dâ€™empru dâ€™autres voies lÃ©gales dans le seul but de convaincre le gouvernement Ã se ressaisir et Ã entendre lâ€™appel de la popu en dÃ©tresseÂ Â», a Ã©crit dans la lettre M. Rufyiri au nom de la coordination de la campagne contre la vie chÃ¨re qui comprend plus de 500 organisations syndicales et de la sociÃ©tÃ© civile.Ces organisations syndicales et de la sociÃ©tÃ© civile demandent au prÃ©sident Nkurunziza dâ€™initier un cadre de dialogue avec elles, un cadre dans lequel des solutions durables concertÃ©es pourraient Ãªtre prises dans les plus brefs dÃ©lais pour allÃ©ger la misÃ¨re des citoyens.Elles lui demandent Ã©galement de suspendre la mesure du 1er mars de revoir Ã la hausse de nouveau les tarifs de lâ€™eau et de lâ€™Ã©lectricitÃ©, en attendant quâ€™il y ait un audit organisationnel, financier et informatique de la compagnie qui produit et distribue ces produits. Elles exigent par ailleurs la suppression des taxes sur les denrÃ©es alimentaires dans le but de rÃ©duire lâ€™ampleur de la flambÃ©e des prix des produits de premiÃ¨re nÃ©cessitÃ©.Elles demandent enfin de retourner au parlement pour quâ€™il Ã©tudie le projet de loi sur le payement de lâ€™impÃ´t professionnel sur les rÃ©munÃ©rations par les dignitaires et autres cadres de lâ€™Etat et dâ€™annuler toutes les sanctions en cours envers les citoyens ayant observÃ© la grÃ¨ve gÃ©nÃ©ral du 27 mars dernier.